

La PEEP demande un plan Marshall du recrutement d'enseignants

A la veille des vacances scolaires de la Toussaint, les parents témoignent de la plus haute inquiétude devant le nombre de postes d'enseignants encore non pourvus dans les établissements du second degré.

Des professeurs de mathématiques, de sciences physiques et de langues vivantes manquent dans de très nombreux collèges et lycées, dans tous les territoires. Cette situation, d'une ampleur inédite est plus alarmante encore en Île de France.

Sept semaines maintenant que certaines classes qui devront affronter les épreuves du baccalauréat ou des épreuves du brevet en fin d'année, n'ont pas d'enseignant, sept semaines que pas une seule heure de sciences physiques ou de maths n'est assurée dans certains collèges et lycées, sept semaines que des familles désemparées assistent au naufrage du début d'année scolaire de leur enfant !

Autre point d'inquiétude pour les familles, lorsque les services des différents rectorats, qui s'affairent depuis des semaines, parviennent à recruter un contractuel, les difficultés à s'improviser enseignant sont courantes.

Face à cette situation alarmante, La PEEP appelle le ministère de l'Éducation nationale à ouvrir une cellule de crise et à déployer des moyens exceptionnels pour trouver les enseignants requis avant la rentrée des vacances :

- à développer les moyens de formation et d'accompagnement des contractuels,
- à abonder les établissements en heures supplémentaires afin que des enseignants puissent partiellement faire cours aux classes démunies d'enseignant.

Faut-il faire appel au renfort des enseignants du privé ? A l'aide des enseignants retraités ?... Pourquoi pas ?

Ce qu'il faut pour nos enfants, c'est un vrai programme de rétablissement des enseignements, un véritable plan Marshall du recrutement d'enseignants !

Car si la PEEP accueille favorablement la prise en compte, enfin, par un ministère de l'Éducation nationale de la problématique du remplacement des enseignants, les mesures apparaissent en complet décalage par rapport au nombre de postes d'enseignants encore non pourvus.

Une chose est sûre, une solution concrète doit être trouvée instamment. L'iniqité qu'induit cette situation est intolérable.

Sept semaines de cours déjà perdues cette année encore, ça suffit !